



PAR COURRIEL

Le 27 juillet 2026

Objet : Demande d'accès aux documents – Décision

V/Réf. : Statistiques judiciaires sur les crimes haineux

N/Réf. : BSM-2026-006108

Bonjour,

Conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, ci-après nommée « Loi sur l'accès »), nous avons traité votre demande d'accès reçue le 9 juillet 2026, laquelle se lit comme suit :

[...] j'aimerais obtenir les statistiques judiciaires suivantes pour le territoire de Montréal et de Laval, par district, par année, pour la période du 1er janvier 2023 au 30 juin 2026 :

Le nombre de dossiers judiciaires ayant fait l'objet d'accusations en vertu des articles suivants du Code criminel, ainsi que leur disposition (condamnation, acquittement, retrait, arrêt des procédures, plaidoyer de culpabilité à une infraction moindre et incluse) :

- 318 – Encouragement au génocide
- 319(1)a) et b) – Incitation publique à la haine
- 319(2)a) et b) – Fomentier volontairement la haine
- 430(4.1) – Méfait motivé par des préjugés ou de la haine à l'égard d'un bien religieux ou autre bien identifié à ce paragraphe [...].

(Transcription intégrale)

Décision

Nous donnons suite à votre demande. En effet, vous trouverez ci-joint les statistiques demandées.

Recours

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV de cette loi (articles 135 et suivants), faire une demande de révision à l'égard de cette décision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la présente décision. À cet effet, vous trouverez joint à la présente le document intitulé Avis de recours.

Nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Marie-Claude Daraiche, avocate
Responsable de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements personnels

p. j. 2

AVIS DE RECOURS

RÉVISION DEVANT LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

a) POUVOIR

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (article 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

525, boulevard René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9
Tél. : 418 528-7741
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

MONTRÉAL

2045, rue Stanley
Bureau 900
Montréal (Québec) H3A 2V4
Tél. : 514 873-4196
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 514 844-6170

b) MOTIFS

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un enregistrement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) DÉLAIS

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (article 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (article 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) POUVOIR

L'article 147 de la Loi sur l'accès stipule qu'une personne directement intéressée peut interjeter appel sur toute question de droit ou de compétence, devant le juge de la Cour du Québec, de la décision finale de la Commission, y compris une ordonnance de la Commission rendue au terme d'une enquête, ou, sur permission d'un juge de cette Cour, d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) DÉLAIS ET FRAIS

L'article 149 de la Loi sur l'accès stipule que l'appel est formé par le dépôt auprès de la Cour du Québec d'un avis à cet effet précisant les questions de droit ou de compétence qui devraient être examinées en appel.

L'avis d'appel doit être déposé au greffe de la Cour du Québec dans les 30 jours qui suivent la date de la réception de la décision finale par les parties.

c) PROCÉDURE

Selon l'article 151 de la Loi sur l'accès, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les 10 jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

Le secrétaire de la Commission transmet au greffe, pour tenir lieu de dossier conjoint, un exemplaire de la décision contestée et les pièces de la contestation.

Volumétrie des causes criminelles¹ avec au moins un chef dans des catégories sélectionnées selon l'année civile, le district judiciaire et le type d'infraction

Districts de Laval et Montréal

Années civiles 2023 à 2026*

District	Catégorie de chef	Année	Causes ouvertes	Causes fermées ²					
				Total	Disposition ciblée ³				
					Décision de culpabilité	Acquittement	Retrait	Rejet	Arrêt
19: Montréal	Au moins une des catégories	2023	2	3	2	0	0	0	1
		2024	4	2	0	1	0	0	0
		2025	5	3	0	0	0	0	1
		2026	2	2	0	0	1	1	0
	318 – Encouragement au génocide	2023	0	0	0	0	0	0	0
		2024	0	0	0	0	0	0	0
		2025	0	0	0	0	0	0	0
		2026	0	0	0	0	0	0	0
	319(1)a) et b) – Incitation publique à la haine	2023	1	0	0	0	0	0	0
		2024	2	1	0	1	0	0	0
		2025	2	1	0	0	0	0	0
		2026	1	0	0	0	0	0	0
	319(2)a) et b) – Fomentier volontairement la haine	2023	1	3	2	0	0	0	1
		2024	2	1	0	0	0	0	0
		2025	4	3	0	0	0	0	1
		2026	2	2	0	0	1	1	0
	430(4.1) – Méfait motivé par des préjugés ou de la haine à l'égard d'un bien religieux ou autre bien identifié à ce paragraphe	2023	0	0	0	0	0	0	0
		2024	0	0	0	0	0	0	0
		2025	0	0	0	0	0	0	0
		2026	0	0	0	0	0	0	0
33: Laval	Au moins une des catégories	2023	0	0	0	0	0	0	0
		2024	0	0	0	0	0	0	0
		2025	1	1	0	1	0	0	0
		2026	0	0	0	0	0	0	0
	318 – Encouragement au génocide	2023	0	0	0	0	0	0	0
		2024	0	0	0	0	0	0	0
		2025	0	0	0	0	0	0	0
		2026	0	0	0	0	0	0	0
	319(1)a) et b) – Incitation publique à la haine	2023	0	0	0	0	0	0	0
		2024	0	0	0	0	0	0	0
		2025	0	0	0	0	0	0	0
		2026	0	0	0	0	0	0	0
	319(2)a) et b) – Fomentier volontairement la haine	2023	0	0	0	0	0	0	0
		2024	0	0	0	0	0	0	0
		2025	1	1	0	1	0	0	0
		2026	0	0	0	0	0	0	0
	430(4.1) – Méfait motivé par des préjugés ou de la haine à l'égard d'un bien religieux ou autre bien identifié à ce paragraphe	2023	0	0	0	0	0	0	0
		2024	0	0	0	0	0	0	0
		2025	0	0	0	0	0	0	0
		2026	0	0	0	0	0	0	0

¹ Une cause correspond à une dénonciation et un accusé.

² Les causes fermées ne sont pas nécessairement celles qui ont été ouvertes dans l'année, mais celles fermées durant l'année considérée.

³ Il existe d'autres dispositions, par exemple, un transfert de dossier dans un autre district.

Note : aucune cause du tableau n'a fait l'objet d'un plaidoyer de culpabilité pour une infraction moindre et incluse.

* L'année civile 2026 est préliminaire et partielle en date du 30 juin 2026

Source : Système Plumitif M013 - Gestion des causes criminelles adulte.

Date d'extraction : 2026-07-22